

Février 2002

(Prière de transmettre à tous les ministères et services concernés par les affaires maritimes)

Veillez communiquer à la Division des affaires maritimes et du droit de la mer copie de tous les textes législatifs et réglementaires relatifs à l'application de la Convention dans votre pays, dans la langue originale ainsi qu'en version anglaise, espagnole et française si possible, soit sur papier (par courrier ordinaire) soit sous forme électronique (par message envoyé à : <doalos@un.org>). Vous pouvez consulter le site de la Division (<http://www.un.org/Depts/los>) si vous souhaitez vous assurer que les lois et règlements de votre pays y sont bien reproduits.

1. Comment la Convention a-t-elle acquis force de loi dans votre pays et comment ses dispositions sont-elles devenues exécutoires par les autorités et tribunaux compétents?

.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....

1.1 Veuillez préciser si les mesures législatives adoptées se sont limitées à autoriser la ratification de la Convention ou l'adhésion à celle-ci, ou si elles ont inclus l'adoption de textes d'application. (Si les mesures pertinentes n'ont pas été prises par le parlement mais par un autre organe ou organisme, veuillez préciser quelle forme elles ont pris.)

.....
.....
.....
.....
.....
.....

1.2 Les textes d'application incorporent-ils le texte de la Convention ou se contentent-ils d'y faire référence?

.....
.....
.....
.....
.....
.....

1.3 Si le texte de la Convention est incorporé dans les textes d'application, y est-il reproduit tel quel ou y est-il incorporé sous forme de paraphrase?

.....
.....
.....
.....
.....
.....

1.4 Si les lois d'application paraphrasent le texte de la Convention, quel est le statut juridique de ce dernier? Par exemple, les autorités ou les tribunaux compétents de votre pays peuvent-ils ou doivent-ils se reposer sur le texte des lois d'application lorsqu'il diffère du texte de la Convention?

.....
.....
.....
.....
.....
.....

1.5 Quelles sont les autorités (ministères ou services) qui, dans votre pays, sont chargées d'administrer et de contrôler les questions relevant de la Convention?

.....
.....
.....
.....
.....
.....

1.6 Votre pays a-t-il une politique de la mer? Si tel est le cas, s'agit-il d'une politique à court, à moyen ou à long terme? Comment cette politique a-t-elle été adoptée (par la voie législative, par règlement, par décret, etc.)?

.....
.....
.....
.....
.....
.....

1.7 Quels dispositifs administratifs ont été mis en place pour remplir les obligations prévues par la Convention et, par là-même, assurer l'application effective à la fois de la Convention et de la politique de la mer de votre pays?

.....
.....
.....
.....
.....
.....

1.8 Quel type de coopération existe entre les différentes autorités compétentes (ministères et services) pour assurer l'application de la Convention, notamment en ce qui concerne les questions intersectorielles qu'elle soulève?

.....
.....
.....
.....
.....
.....

1.9 La politique de la mer fait-elle l'objet de consultations entre les niveaux local, régional et national?

.....
.....
.....
.....
.....
.....

1.10 Les textes d'application de la Convention dans votre pays constituent-ils un document autonome ou sont-ils incorporés dans un texte plus général (code maritime, loi de la mer, etc.)?

.....
.....
.....
.....
.....
.....

1.11 Si les textes d'application de la Convention sont incorporés dans un texte législatif plus général, l'application de la Convention dans la pratique ou son interprétation en sont-ils affectés?

.....
.....
.....
.....
.....
.....

1.12 En général, quelles règles d'interprétation suivent les autorités ou tribunaux compétents lorsqu'ils ont à interpréter la Convention et/ou ses textes d'application (travaux préparatoires de la Convention; pratique des autorités compétentes; jurisprudence; etc.)?

.....
.....
.....
.....
.....
.....

1.13 Selon vous, les modalités d'application entraînent-elles des écarts substantiels entre les textes d'application et les dispositions de la Convention, et si tel est le cas, pouvez-vous préciser dans quels domaines? Si cela est possible, veuillez indiquer les endroits où les textes d'application s'écartent du texte de la Convention.

.....
.....
.....
.....
.....
.....

1.14 Des règles de procédure ou des modalités d'exécution ont-elles été établies par les autorités compétentes ou par décision de justice? Si tel est le cas, veuillez préciser.

.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....

Avez-vous des observations à faire concernant les règles gouvernant l'application de la Convention dans votre pays?

.....
.....
.....
.....
.....
.....